

# l'indépendant

Semaine du 2 au 8 avril 1995 - N° 16 - Prix : 20 DA



## EL MOUDJAHID

ORGANE CENTRAL DE  
DE LIBERATION N° 1  
N° 74 - 15 Décembre  
PRIX : 40 DA

LA REVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE



### ELECTIONS PRESIDENTIELLES

L'Algérie saura  
reconnaître  
les siens ....

5

### SOCIÉTÉ

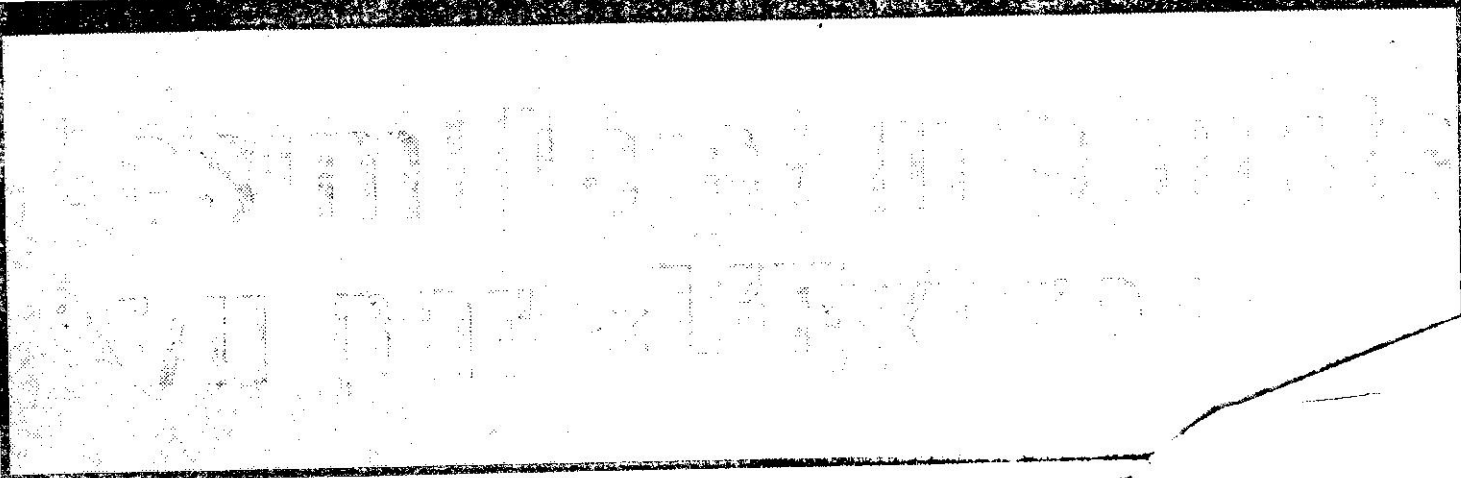
De la résorption  
des bidonvilles au  
développement  
social urbain

67

### ÉVÉNEMENTS

Événements

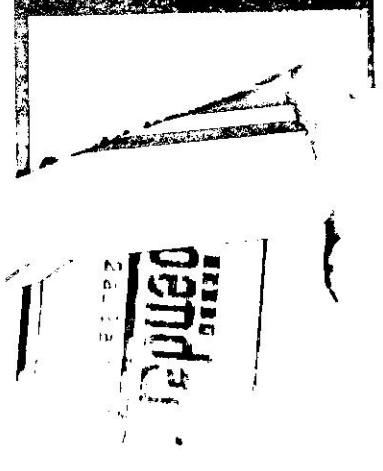
# « EI-MOU CLUB »



avec M. Drouot  
Boussekra  
(DTS-MCA) 8

Le rêve brisé  
de Youcef Chahine 10

Détresse  
de femmes 9



# De la résorption des bidonvilles au développement social urbain

Plus de trente ans nous séparent de l'expérience relatée dans cette note. Elle repose sur le souvenir et sur quelques éléments épars de son auteur.

**P**our l'enrichir, il faudrait exploiter, si elles existent encore, les archives qu'avaient constitué le BERAI ou le Ministère du travail à Alger et la ville d'Oran.

Certains acteurs de cette expérience, tant du côté algérien que du côté français, pourraient encore être appelés à témoigner de cette histoire, ou de situations équivalentes. Personne, semble-t-il, n'a cru utile, depuis cette époque, de capitaliser, critiquer et transférer les acquis et l'expérience des chantiers populaires. L'auteur a participé activement à l'animation de ce type de chantier et



tions d'assistance ou de protection sociale dans un contexte de sous-

Travail et la ville d'Oran chargeaient d'une mission de maîtrise d'œuvre

- le contexte politique et social marqué par l'instabilité et la précarité



l'expérience des chantiers populaires. L'auteur a participé activement à l'animation de ce type de chantier et à la direction de la coopérative qui rassembla quelques cadres de ces chantiers pour conduire d'autres projets en Algérie jusque dans les années 70.

Alors que la guerre d'Algérie s'achevait, l'idée des chantiers populaires se faisait jour pour répondre à trois préoccupations :

- le sous-emploi,
- le reflux des populations regroupées principalement aux frontières,
- la réponse à des besoins sociaux.

C'est sur cette base que furent étudiés et mis en œuvre, de 1962 à 1966, les chantiers de résorption de bidonvilles (Planteurs à Oran, Oued Ouchaya à Alger) et les chantiers de reboisement (notamment dans l'est algérien).

Les chantiers de résorption de bidonvilles visaient principalement à faire participer à la transformation urbaine et sociale, la population qui résidait sur place, et qui venait de zones rurales. Leur lancement était aussi dicté par l'incapacité où se trouvaient les autorités de distribuer des alloca-

tions d'assistance ou de protection sociale dans un contexte de sous-emploi généralisé.

A titre d'exemple, le quartier des planteurs en 1962 regroupait sur 6 km<sup>2</sup> à l'ouest d'Oran, 40.000 habitants, vivant majoritairement dans les ravins du Murjajo, sans voie de communication avec la ville, sans viabilisation des eaux usées ou pluviales, sans équipements publics (écoles, centre médico-social...). Les constructions précaires avaient été implantées depuis une dizaine d'années, sur des terrains loués par des propriétaires peu scrupuleux, sans la moindre application d'un règlement d'urbanisme et immobilier. La rareté de l'eau (7 bornes fontaines), les conditions déplorables d'hygiène, l'absence de surveillance médicale et le déficit éducatif étaient à l'origine d'une mortalité infantile importante et d'un état sanitaire défaillant de la population.

Dans ce contexte, une équipe d'urbanistes, de sociologues et d'architectes avaient rassemblé, dès la fin 61 et le début 62, les études et l'ensemble des données concernant ce quartier. Durant l'été 1962, le Ministère du

Travail et la ville d'Oran chargeant d'une mission de maîtrise d'œuvre une équipe composée du Bureau d'Etudes et de Réalisations urbaines (BERU), du Bureau d'Etudes et de Réalisations (ETUDREAL) et du Cabinet d'Architecte Koop et Chazanoff.

Les premiers travaux sur le terrain démarrent au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 1962 en s'appuyant sur une petite équipe de coordination et de direction de chantier et 3 conducteurs de travaux chevronnés. La première mission consista, dans un premier temps, à mettre au travail quelque 1.000 personnes et à sélectionner parmi elles les chefs de chantier et d'équipes qui vinrent compléter la structuration de l'encadrement du chantier. Pendant ce temps étaient mises au point, dans les bureaux de l'équipe de maître d'œuvre à Alger et Paris, les études techniques (topographiques, V.R.D et béton armé) qu'exigeaient les premières mises en chantier.

L'opération avait pour objectif la mise en œuvre d'un programme de logements, d'écoles, d'équipements médico-sociaux, de marchés couverts et boutiques, de routes, collecteurs d'égouts, alimentation en eau, rénovation de maisons existantes.

La montée en charge fut conditionnée par les facteurs suivants :

- l'organisation sur le chantier d'une main d'œuvre pas ou peu qualifiée, à effectif croissant en raison des pressions sociales et politiques.
- la rareté de l'outillage et de matériaux nécessaires au chantier, liée à la déstructuration de l'économie algérienne et à l'insuffisance de capacité de financement et d'investissement public de l'époque.
- le recours à un système d'accompagnement institutionnel conceptuel et technique sortant des normes et des pratiques de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre classiques, y compris en recourant à des experts étrangers.

- le contexte politique et social marqué par l'instabilité et la précarité, séquelles de la guerre, du sous-développement économique et de la déstructuration partielle des institutions publiques.

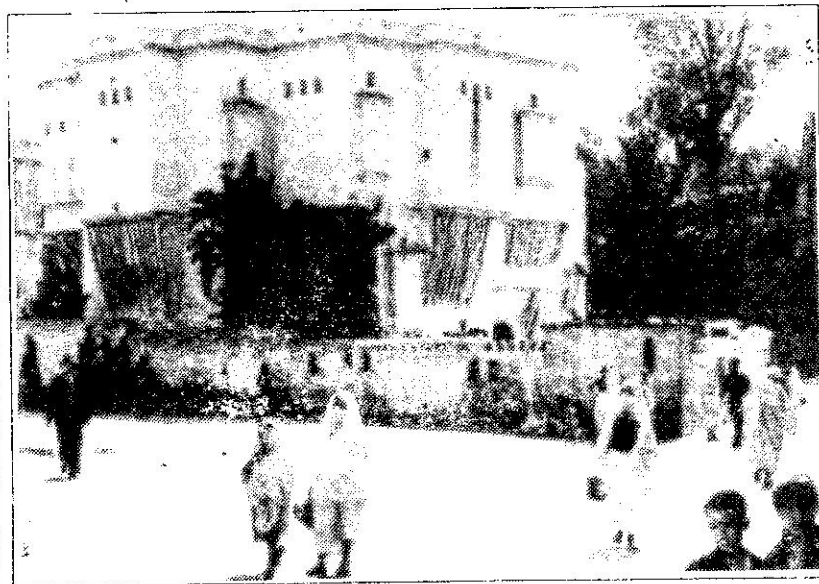
## L'ORGANISATION du travail

Le chantier des Planteurs employa dès son ouverture, 1.000 personnes pour atteindre un effectif de 3.000 personnes courant 1963.

Un millier de travailleurs étaient qualifiés dans tous les corps d'état, et furent employés à plein temps. Quant aux 2.000 autres, manœuvres sans qualification et en surnombre par rapport aux besoins et moyens du chantier, ils ne purent travailler qu'à mi-temps, entraînant un roulement tous les 15 jours de 1.000 personnes. Les équipes furent en général constituées autour d'un chef d'équipe encadrant 12 à 15 personnes et comprenant un ouvrier qualifié pour deux manœuvres. Le taux de salaire net était pour un chef d'équipe de 20 à 22 dinars par jour, de 18 à 20 DA pour un ouvrier spécialisé, de 15 DA pour un manœuvre. A titre comparatif, les chefs de chantier et l'équipe de direction Algériens et Européens avaient des rémunérations nettes comprises entre 30 et 70 DA par jour.

Le système exceptionnel de roulement, dicté par la pression sociale et l'insuffisance des moyens se traduisit au début de 1964 par un refus des travailleurs manœuvres de poursuivre le travail par quinzaine. Des événements importants affectèrent durant plusieurs jours le chantier mais aussi la ville d'Oran toute entière. Pour mettre un terme à ce système, les autorités convinrent, sur proposition de la direction du chantier, d'ouvrir à proximité un nouveau chantier, fortement employeur de main d'œuvre non qualifiée, dont les

●●●



•••

études techniques étaient prêtes, mais qui étala, sans l'augmenter sensiblement, la capacité de financement public. C'est ainsi que se réalisa plus tôt qu'il n'était prévu, le collecteur ovoïde du Raz El Ain, mettant ainsi un terme momentané à des mouvements sociaux, tout en «effaçant» un égout important à ciel ouvert au cœur de la ville d'Oran.

La productivité du chantier de résorption du bidonville fut variable selon les périodes et les types de travaux. Des évaluations étaient faites en permanence, en considération d'un planning visant à rapprocher les quantités de travaux réalisés des conditions d'un chantier normé. Pour atteindre cet objectif, trois éléments semblent s'être conjugués.

Le premier tenait probablement au fort engagement et à la motivation de la majeure partie de l'encadrement. Du côté des cadres français, existait une certaine connaissance des mouvements collectifs, auto construction (expérience Castor), du mouvement coopératif et communautaire (expériences Scop de production et de service). Du côté des cadres algériens, existait une expérience de l'animation des équipes de chantier et une volonté de trouver des réponses à la sous-qualification et au sous-développement.

Le second élément qui a contribué à préserver une certaine productivité sur le chantier malgré les mauvaises conditions de travail, a consisté en un développement facultatif des travaux par tâche négociée par équipe pour une durée déterminée avec le chef de chantier. Ainsi, telle équipe pouvait soit récupérer sur la journée le temps gagné, par rapport au temps prévu pour la tâche, soit le cumuler pour le récupérer sur la semaine. Enfin, la proximité, voire l'identifi-

réalisation et à une vigilance particulière de mise en œuvre portant sur l'exécution des travaux et l'emploi des moyens.

## **LA RARETE des moyens**

Les principaux obstacles auxquels se heurtèrent les responsables du chantier des Planteurs furent le manque de matériel de chantier, les difficultés d'approvisionnement en matériaux et outillage, les insuffisances du système de financement public mis en place.

Pour pallier au manque de matériel de chantier, les architectes et les bureaux d'études élaborèrent des plans évitant un recours systématique à du matériel sophistiqué et indisponible. C'est ainsi qu'aucune grue à tour, tracto pelle et bulldozer ne furent employés, que le béton était préparé sur des postes de travail rapprochés des ouvrages à construire, que des coffrages simplifiés permettaient la construction notamment en voûte etc. Il est regrettable qu'à cette période, n'ait pu être capitalisé l'ensemble des innovations et adaptations que les différentes équipes réalisèrent dans différents domaines.

Le petit outillage fut non seulement l'objet d'un soin très attentif, dès son acquisition, mais il fut fait appel à de la fabrication artisanale réalisée sur le chantier. Enfin, les moyens de transport furent requis par la commune, moyennant des forfaits. Quant au moyen de communication, ce fut sur les surplus de l'armée française que le chantier s'équipa contrairement à un réseau téléphonique.

La fermeture des entreprises de matériaux de construction de l'époque ou leur état de dysfonctionnement rendait problématique l'approvisionnement régulier du chantier

le combustible pour fondre le bitume, qu'une extraction de la pierre fut effectuée tout au long de la construction de la route principale.

A la rareté des moyens, s'ajoutaient les lourdeurs du fonctionnement administratif et financier dicté par les exigences d'une régie communale aux règles publiques incontournables. Les délégations de crédits n'allaient pas au rythme déjà très ralenti du chantier et de ses approvisionnements. Les obstacles ont, à certains moments, failli déclencher des mouvements d'explosion sociale sur le chantier (retard de paie), des arrêts de production (refus de livraison), des impossibilités d'utiliser du matériel roulant (non paiement des artisans livreurs).

On retiendra cependant que cette rareté des moyens a produit un certain nombre d'effets positifs sur le chantier et à l'extérieur, qui n'ont pas été étrangers au démarrage ou redémarrage de PMI par exemple.

## **UN RECOURS à une animation partagée de l'opération**

La responsabilité du chantier fut partagée au niveau de la maîtrise d'ouvrage entre le ministère du Travail et la ville d'Oran. La maîtrise d'œuvre fut déléguée à trois opérateurs étrangers sous la conduite de l'un d'entre eux.

La maîtrise d'ouvrage ainsi constituée permit une certaine unité de commandement sans que n'ait pu être suffisamment amélioré le fonctionnement public au regard des objectifs à atteindre sur le chantier. C'est l'une des raisons qui entraîna les difficultés que le chantier eut à connaître début 1964 pour mettre un terme au roulement des effectifs ou pour assurer la régularité des règlements financiers des travailleurs et des fournisseurs.

## **UN CONTEXTE d'instabilité et de précarité**

La situation de 1962 à Oran se prêtait assez mal à une intervention massive sur un quartier qui, à tort ou à raison, était proscrit par rapport à l'ensemble de l'agglomération. Frontalier de l'enclave française de Mers El Kébir, il apparaissait comme une zone tampon entre l'Algérie indépendante et le territoire de repli de l'armée française. Le moindre incident émanant de ce quartier pouvait avoir des conséquences intérieures et diplomatiques de quelque importance, comme le démontrèrent les événements du début de 1964.

Plus tard, lorsque le gouvernement Ben Bella fut renversé, les yeux des Oranais se tournèrent vers le quartier des Planteurs pour savoir quels événements s'y produiraient. Il n'y en eut pas.

Lorsque s'acheva la phase active du chantier à partir de 1965, il y eut certes de l'amertume dictée pour certains par l'absence de possibilité d'emploi ailleurs, mais dans l'ensemble, une certaine satisfaction d'avoir vu s'élever la qualification du quartier et de ses habitants. Car, en moins de 3 ans avait été amorcée la transformation d'un quartier dont la population gardait pour elle l'usage, et dont les compétences professionnelles de ses travailleurs se développèrent sur d'autres chantiers et secteurs d'activité.

Si les résultats ne furent pas toujours à la mesure de tous les objectifs fixés, les principales réalisations ont été les suivantes :

- construction de 50 classes, 1 centre médico-social, 1 marché couvert, 1.200 logements et la rénovation de 200 à 300 maisons existantes.

- ouverture de route sur 15

tion du chantier au bidonville, probablement représenté un élément de productivité non négligeable, en supprimant les longs trajets, en motivant et associant les habitants à la transformation du quartier, en apportant les premiers services de proximité qu'une pareille opération générale (système de communication, d'urgence, etc.), en soutenant des efforts individuels ou collectifs auto construction ou de réhabilitation hors du temps de chantier.

La contrepartie de cette organisation conduisit les concepteurs de plans et l'encadrement du chantier à une somme de détails nécessaires à la

visionnement régulier du chantier, notamment, en agrégat, ciment, aggloméré, briques, plâtre, menuiserie, carrelage, buses de ciment. Il fallut d'une part adapter le chantier au rythme des livraisons mais aussi négocier ou entreprendre le redémarrage d'unités de production. C'est ainsi que le chantier contribua à restructurer une usine de fabrication de produit béton, qu'une station de concassage sur la menuiserie abandonnée fut transportée et installée sur le chantier pour produire des portes et fenêtres, que les souches d'arbres arrachés par l'armée à proximité du chantier remplacèrent

des fournisseurs. La maîtrise d'œuvre ne fut pas sans problème puisque dans un premier temps, les dissensions nées entre les trois bureaux conduisirent ceux-ci en mai 1964 à la création du BERAL (coopérative algérienne) et dans un second temps en 1965 à l'abandon définitif du projet entre les mains des équipes d'encadrement des chantiers des Planteurs et de Oued Ouchaya. Le cadre d'animation fut partagé dans de bonnes conditions au démarrage de l'opération, mais n'avait probablement pas été suffisamment précisé dans un contrat adapté au contexte et à ses exigences.



- ouverture de route sur 15 kilomètres, de réseau d'égout sur 30 kms, et l'installation d'un réseau d'eau alimentant 300 bornes fontaines;
- la mise en place d'un collecteur central d'effluents sur 2 à 3 kms.
- l'aide au démarrage ou redémarrage de plusieurs petites et moyennes entreprises (matériaux de construction, travaux).
- la création d'un des premiers bureaux d'études algériens.
- et surtout l'emploi et la participation de plus de 5.000 habitants des Planteurs à un chantier qui les concernait directement.

Avec le recul, ce qui s'est passé sur le chantier des Planteurs a certainement laissé des traces sur le quartier. En le visitant il y a quelque dix ans, l'auteur de la note avait été frappé par le fonctionnement du quartier et son développement. Ses habitants ont certainement encore des choses à dire sur cette période et sur ses conséquences.

Pour des raisons diverses, la maîtrise des situations urbaines et sociales devient de plus en plus difficile dans toutes les parties du monde. La raison principale demeure partout la même : on ne fait jamais assez participer les habitants à leur devenir. La conséquence générale, c'est le ghetto, l'obscurantisme, les dangers du populisme.

Pour les combattre, la voie est étroite entre un fonctionnement économique de l'urbain et la réponse sociale attendue.

C'est pourquoi faut-il peut-être revenir vers des éléments de solutions qui ici ou là ont permis de limiter les tensions en répondant à des besoins sociaux évidents. Dans ce sens, les expériences algérienne et française du développement social urbain sont à rapprocher.

Daniel Carrière